Après la Chine, le Japon vole à son tour au secours de l'Europe endettée

12/01/2011 à 6h13

Après la Chine, le Japon a promis à son tour d'acheter des obligations européennes pour aider à stabiliser la zone euro fragilisée par la crise de la dette de plusieurs de ses pays membres.

> ***« Il est approprié que le Japon, un pays important, achète une certaine proportion » des obligations que le Fonds européen de stabilité financière (FESF) s'apprête à émettre, a annoncé mardi le ministre japonais des Finances, Yoshihiko Noda, lors d'une conférence de presse, ajoutant que cet achat nippon allait renforcer « la crédibilité » des titres européens.***

Doté de 440 milliards d'euros de garanties des Etats de la zone euro, le FESF a été créé au printemps 2010 dans le cadre du plan d'aide européen à la Grèce lourdement endettée, puis de l'Irlande. Il prévoit de lancer un appel de fonds aux marchés d'ici à la fin janvier.

Interrogé sur le montant que Tokyo était prêt à mettre sur la table, M. Noda a évoqué « *environ 20*% » des montants que les Européens vont lever à cette occasion. Le quotidien économique Nikkei a affirmé que le gouvernement allait acheter pour environ 100 milliards de yens d'obligations, soit 930 millions d'euros, sur les 5 milliards d'euros que le FESF pourrait proposer aux marchés.

Selon M. Noda, les autorités nippones devraient piocher dans

leurs réserves en devises, en l'occurrence celles libellées en euros, pour financer cette acquisition. Cette précision a calmé les ardeurs des investisseurs qui s'étaient précipités sur la monnaie unique européenne après les premières déclarations du ministre nippon.

L'euro, qui avait bondi de 1,2910 dollar à 1,2989 dollar en seulement quelques minutes sur le marché des changes, est rapidement retombé à ses niveaux de la veille et cotait 1,2945 dollar vers 07H00 GMT. Les investisseurs ont « *acheté des euros, sur le coup de la surprise* » face aux commentaires inattendus de M. Noda, a expliqué à l'AFP Yuji Saito, spécialiste du marché des changes au Crédit Agricole. Mais lorsqu'ils se sont rendu compte que Tokyo allait utiliser ses réserves en euros pour acquérir les obligations, signifiant qu'aucun achat d'euros massif n'était à attendre, la monnaie unique a vite perdu ses gains.

Dans le cadre du plan d'aide à l'Irlande, le FESF adossé à la zone euro prévoit de lever au total 16,5 milliards d'euros en 2011 et la Commission européenne quelque 17,6 milliards, dont elle a émis une première tranche de 5 milliards la semaine dernière.

Dublin doit au total bénéficier d'une aide de 67,5 milliards d'euros de l'UE et du FMI pour sortir de la spirale de la dette, sauver son système bancaire et relancer l'économie de l'ancien « tigre celtique ». Le FESF pourrait être prochainement mis à contribution pour soutenir d'autres pays européens en difficulté, comme le Portugal.

L'autre géant asiatique, la Chine, s'est déjà dit prêt ces dernières semaines à aider les économies européennes les plus exposées à une crise de la dette, promettant d'acheter directement des obligations d'Etat de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne.

Grâce à ses dynamiques exportations, la Chine est assise sur

les plus importantes réserves de change du monde, devant celles du Japon qui, comme son voisin chinois, n’a aucune envie de voir son partenaire commercial européen déstabilisé.

Mis en difficulté sur les marchés par leur haut niveau d’endettement, leur déficit élevé et leur faibles perspectives de croissance, l’Espagne et le Portugal ont vu monter en flèche leurs taux d’emprunt ces derniers mois, jusqu’à 5,5% pour Madrid et au-delà de 7% pour Lisbonne. Ces deux pays vont encore être au centre de l’attention cette semaine en lançant de nouveaux emprunts sur le marché de la dette à moyen et long terme.

AFP (via Le Parisien)